



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 390 – 12 mars 2021

Zoom sur les conséquences budgétaires de l'insécurité dans les pays sahéliens de l'UEMOA

La crise sécuritaire actuelle dans la région du Sahel touche particulièrement 3 pays de l'UEMOA : le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Elle a commencé avec la rébellion touareg dans le nord du Mali en 2012, puis a gagné en intensité, pour s'étendre au Burkina Faso et au Niger à partir de 2014. Le Niger est également affecté par les incursions du mouvement Boko Haram dans la région du lac Tchad et l'instabilité en Libye. En plus des pertes en vies humaines (estimées globalement à [plus de 4000 en 2019 pour les 3 pays](#)), cette situation a d'énormes conséquences sur les économies, le tissu social et les finances publiques de ces pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

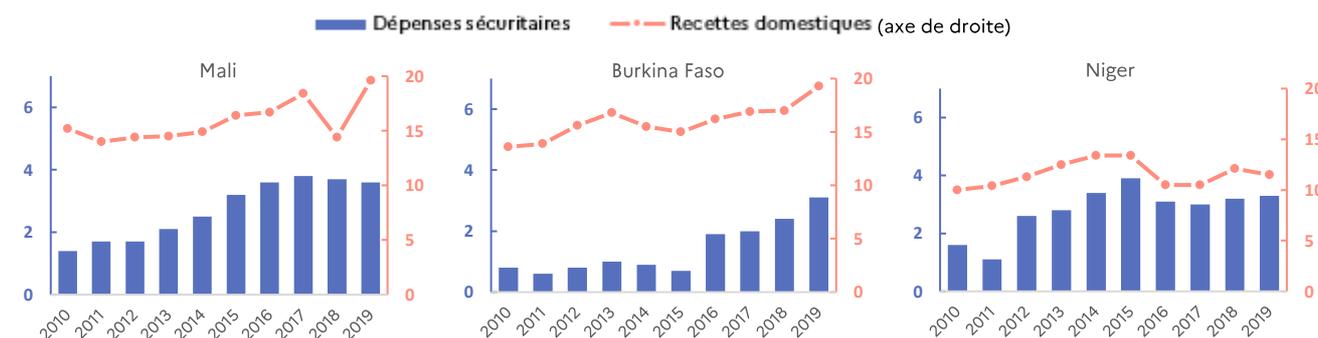
1,5 Md USD

tel est le montant cumulé des dépenses sécuritaires en 2019 des pays sahéliens de l'UEMOA

Accroissement des dépenses sécuritaires et faible impact sur les ressources domestiques

La conséquence directe de la crise sécuritaire est l'augmentation des dépenses pour l'armée, la garde nationale, la gendarmerie et la police afin d'y faire face, suivie des perturbations dans la mobilisation des recettes domestiques. Selon un [récent rapport du FMI sur l'UEMOA](#), les dépenses sécuritaires entre 2011 et 2019 ont évolué de 1,7% à 3,6% du PIB au Mali, de 0,6% à 3,1% du PIB Burkina Faso et de 1,1% à 3,3% du PIB au Niger. En valeur, ces dépenses ont atteint 1,5 Md USD en 2019 pour ces 3 pays. Les recettes domestiques semblent en revanche avoir été faiblement impactées puisqu'elles ont globalement évolué à la hausse, étant donné que les zones hors contrôle gouvernemental dans ces pays concentrent peu d'activités économiques et auparavant contribuaient très peu aux recettes publiques.

Evolution des dépenses sécuritaires et des recettes domestiques en % PIB (Source : FMI)

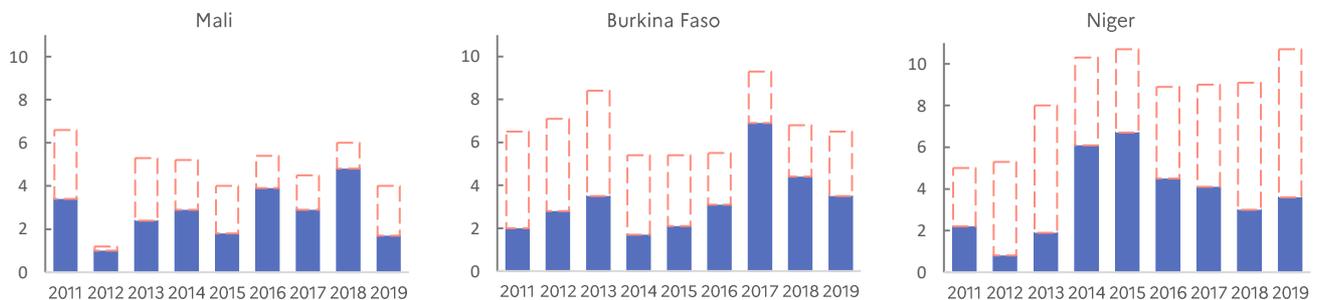


Les soutiens des bailleurs ont atténué les pressions budgétaires

La pression exercée par l'augmentation des dépenses sécuritaires peut amener les autorités à comprimer d'autres dépenses ou à accroître le déficit budgétaire. Toutefois, toujours d'après l'étude du FMI, cette pression a été atténuée par les soutiens (prêts et dons) des bailleurs, qui ont représenté en moyenne 4,2% du PIB au Mali, 4,6% du PIB au Burkina Faso et 8,3% du PIB au Niger sur la période 2013-2019. Ainsi, les déficits budgétaires (dons inclus) se sont établis en moyenne entre 2012 et 2019 à 2,7% du PIB pour le Mali, à 3,5% du PIB pour le Burkina Faso et 3,8% du PIB pour le Niger.

Evolution des déficits budgétaires en % PIB (Source : FMI)

■ Déficit budgétaire, dons inclus □ Déficit budgétaire, hors dons



Les conséquences budgétaires impactent également la stabilité macroéconomique de l'UEMOA

La crise sécuritaire peut également avoir des implications sur la stabilité macroéconomique de l'UEMOA. En effet, des déficits budgétaires maîtrisés et un endettement soutenable constituent le socle du cadre de convergence communautaire, même si celui-ci a été suspendu en avril 2020 en raison de la pandémie à COVID-19 ; de fait, dans l'ensemble des pays de la zone, la pandémie a fortement creusé le niveau des déficits publics en 2020 (-5,9% du PIB au niveau consolidé contre -2,3% du PIB en 2019), du fait de l'effet combiné d'une augmentation des dépenses liées à la pandémie et d'une baisse des recettes internes du fait du ralentissement économique et de certaines mesures d'exemption. La pandémie ne peut omettre la nécessité d'une réponse collective au choc sécuritaire pour limiter les risques d'instabilité macroéconomique. A ce titre, une première initiative a porté sur la [création en décembre 2019 d'un Fonds régional de sécurité](#) (FRS), qui serait doté de 500 M USD destinés à soutenir les actions de lutte contre le terrorisme. Une première tranche de 100 M USD est prévue au bénéfice immédiat du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Régional

La BCEAO maintient ses taux directeurs

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la BCEAO](#) a tenu, le 3 mars 2021, sa première réunion ordinaire de l'année. Pour l'ensemble de l'année 2020, la croissance économique de l'UEMOA est estimée à 0,9% contre 5,7% en 2019. Un rebond en 2021 est attendu à 5,8%. En raison de la pandémie à COVID-19, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, de

l'UEMOA a plus que doublé, passant de 2,4% en 2019 à 5,7% du PIB en 2020. Les réserves de change se sont confortées, assurant la couverture de 6,3 mois d'importations à fin janvier 2021, contre 5,6 mois à fin septembre 2020. En outre, le taux d'inflation est ressorti à 2,7% au 4^{ème} trimestre 2020 contre 2,9% un trimestre plus tôt. Les prévisions tablent sur un taux d'inflation à 1,8% en moyenne d'ici 2022, toujours dans la zone cible (entre 1% et 3%) définie pour la politique monétaire dans l'Union. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum

de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de demeure inchangé à 3%.

Financement additionnel de 22,5 M USD de la Banque mondiale pour le secteur électrique au Sahel

La Banque mondiale a approuvé le 11 mars [un financement additionnel de 22,5 M USD](#) pour le Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP) sous la forme de subventions de l'Association internationale de développement (IDA) ainsi que du Fonds pour les technologies propres (CTF). Cette opération vise à soutenir le développement du marché des systèmes solaires autonomes en Afrique de l'Ouest et Centrale, et plus particulièrement dans les pays du Sahel. Elle complète l'opération approuvée en avril 2019, financée à hauteur de 150 M USD par l'IDA et de 67,2 M USD par le CTF. 19 pays sont concernés, dont les 15 pays membres de la CEDEAO et la Mauritanie. Pour rappel, 50% de la population n'a pas accès à l'électricité dans la sous-région, et moins de 3% des habitants utilisent ce type de technologies novatrices.

🍷 Bénin

Moody's relève la note du Bénin à « B1 » avec une perspective stable

L'agence de notation Moody's a relevé [la notation du Bénin](#) de « B2 », avec perspective positive, à « B1 » avec perspective stable. Selon l'agence, cette décision est motivée par (i) de solides résultats en matière d'assainissement des finances publiques et d'amélioration de la structure de la dette, et (ii) la résilience économique du pays, avec une croissance du PIB projetée à +5% en 2021 (après une progression de +2,3% en 2020, en dépit de la crise sanitaire). La dette du Bénin devrait atteindre 46% du PIB en 2021. Cet ajustement constitue la première amélioration de notation par Moody's pour un

pays africain depuis le début de la crise de la COVID-19. Pour rappel, bien qu'étant éligible, le Bénin est le seul pays d'Afrique de l'Ouest francophone à ne pas avoir adhéré à l'Initiative de suspension du service de la dette proposée en avril 2020 par le G20 et le Club de Paris en faveur des pays les plus pauvres, en réponse à la crise sanitaire.

🍷 Burkina Faso

Lancement d'une carte visa par l'opérateur Orange Money avec UBA

En partenariat avec la banque UBA, Orange Money Burkina Faso a procédé le 3 mars 2021 au [lancement de la carte visa Orange Money](#). Celle-ci peut être chargée par le détenteur lui-même, s'il a un compte Orange Money, ou par une personne tierce dans le cadre d'une transaction. Les retraits sont gratuits dans tous les guichets automatiques de banque (GAB) UBA et coûtent 500 FCFA dans les autres GAB. Pour rappel, le taux global d'utilisation des services financiers au Burkina Faso, qui prend en compte les services bancaires, de microcrédit et les solutions de paiement mobile, s'établit à plus de 68%.

🍷 Cap-Vert

5^{ème} garantie du gouvernement pour soutenir la compagnie aérienne Cabo Verde Airlines

Le gouvernement capverdien a autorisé [une 5^{ème} garantie pour un prêt de 12 M EUR valable pendant sept ans](#) afin de soutenir la compagnie aérienne nationale, sans activité commerciale depuis près d'un an en raison de la pandémie de COVID-19. Ce prêt d'urgence assorti de la garantie de l'Etat (qui détient 39% de la compagnie) sera accordé par la Banque internationale d'investissement et vise à permettre la renégociation des crédits antérieurs.

Projet de construction d'un hôpital d'un montant de 65 M EUR

[Un projet d'hôpital national, doté d'un budget de 65 M EUR](#), a été présenté par le gouvernement le 3 mars. Celui-ci vise à améliorer le niveau des soins de santé et réduire les évacuations sanitaires (environ 500 patients par an, pour un coût de 2,7 M EUR). 47% du coût du projet serait consacré à la construction et 53% à l'acquisition d'équipements et à la formation de techniciens. L'hôpital devrait être construit à Praia, avec une capacité maximale de 134 lits, dont 12 pour les soins intensifs. Le projet a été initié il y a deux ans, avec la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement du Cap-Vert et la fondation portugaise Santa Casa da Misericórdia do Porto.

🍷 Côte d'Ivoire

Publication d'une brochure sur les investissements et le commerce européens en Côte d'Ivoire

La Délégation de l'Union européenne (UE) a publié le 3 mars [une brochure sur les investissements et le commerce européens en Côte d'Ivoire](#). Le document, qui se base sur la consultation de 100 entreprises européennes, détaille les secteurs d'activités dans lesquels sont le plus implantées ces entreprises, leur taille et leur perspectives de marché d'ici 2025, ainsi que les principaux produits échangés par les deux zones. Pour rappel, l'UE se positionne comme le premier partenaire économique de la Côte d'Ivoire, représentant 58% des investissements directs étrangers dans le pays, 40% de ses exportations et 32,5% de ses importations.

La modernisation du port de San Pedro à l'œuvre

[Le Port de San Pedro a réceptionné le 19 février 2021 trois nouvelles grues mobiles](#). Terminal Investment Limited (TIL), filiale du groupe suisse Mediterranean Shipping Company, est le concessionnaire du Terminal à conteneurs du port et est à l'origine de ces investissements. Par

ailleurs, les travaux de construction du nouveau Terminal à conteneurs devraient commencer dans le courant de l'année 2021. Par ailleurs, s'est tenu à San Pedro du 27 février au 12 mars, [un atelier international d'urbanisme autour du thème : « De la cité portuaire à la métropole côtière »](#), organisé par les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'Œuvre Urbaine de Cergy-Pontoise, avec l'appui de l'Agence Française de Développement.

Installation d'un dispositif de lutte contre la fraude documentaire à l'aéroport Felix Houphouët-Boigny

[Le « Bureau de lutte contre la fraude documentaire » \(BFD\) a été installé officiellement le 4 mars 2021 à l'aéroport international d'Abidjan](#). Fruit de la coopération entre la France et la Côte d'Ivoire, il sera placé sous l'autorité de la Direction de la Surveillance des Territoires (DST), afin de renforcer le démantèlement des réseaux de passeurs et autres criminels.

🍷 Guinée

Hausse de l'inflation en janvier à près de 13% en g.a.

Selon [l'Institut National de la Statistique](#), les prix à la consommation des ménages enregistrent une hausse mensuelle de 2,2% en moyenne en janvier 2021. Le taux d'inflation s'élève à +12,6% en g.a. contre +10,6% en décembre 2020. Les principaux biens et services à l'origine de ce niveau d'inflation sont les transports (+25,1% en g.a.) et les produits alimentaires, boissons et tabac (+15,2% en g.a.), imputable à la fermeture des différentes frontières entre la Guinée et ses pays voisins. Pour rappel, en septembre 2020, la Guinée a fermé le Sénégal, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone, pour des raisons sécuritaires. A noter que les frontières entre la Guinée et la Sierra Leone sont de nouveau ouvertes depuis le 18 février 2021.

Le MAMRI passe de la Primature à la Présidence

Par décret du 25 février 2021, la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI), qui [bénéficie de l'accompagnement technique d'Expertise France](#), se place désormais sous l'autorité du Président de la République de Guinée, en remplacement de la Primature. Ce décret accorde aussi à la MAMRI l'habilitation à prendre connaissance et à obtenir copie de tout fichier ou document détenu par les entités administratives et en rapport avec la mobilisation des ressources internes. L'objectif de la MAMRI est de porter le ratio ressources internes / PIB à au moins 20% du PIB, au lieu de 13% en 2020 actuellement.

Libéria

Inflation à +12,9% en glissement annuel en janvier 2021

[Le taux d'inflation en glissement annuel](#) (g.a.) au Libéria se situe à 12,9% en janvier 2021, après 13,1% en décembre 2020. La hausse de l'indice des prix est essentiellement tirée par l'alimentation et les boissons non alcoolisées (+16,3% en g.a.), ainsi que les services liés à l'hôtellerie et la restauration (+13,7% en g.a.), à l'éducation (+34,8% en g.a.) et à la santé (+46,4% en g.a.) Elle a été modérée par une baisse des prix de l'ameublement, équipement ménager et entretien courant du foyer (-10,7% en g.a.), des vêtements (-9,3% en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-6,7% en g.a.).

Mali

45 M EUR de la BEI pour le secteur électrique

La ratification du contrat de financement de la Banque européenne d'investissement (BEI) en faveur du projet de Boucle Nord Haute Tension de Bamako a été approuvée [en Conseil des ministres, le 10 mars](#). Le prêt s'établit à 44,9 M

EUR. Le projet prévoit la construction d'une ligne électrique à double ternes de 225 KV en périphérie nord de Bamako, entre le poste de Dialakorobougou et celui de Kodialani (tracé de 102 km). Sa réalisation devrait améliorer la desserte électrique de la capitale et de ses environs et accroître la part de la production d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique du pays.

Approbation d'un contrat de 3,4 M EUR pour le contrôle des travaux sur l'axe Sévaré-Mopti

Le gouvernement malien a approuvé [le marché de 3,4 M EUR conclu avec le cabinet CIRA](#) pour le contrôle de plusieurs travaux routiers. Le contrat, d'une durée de 32 mois, porte sur l'aménagement de la section Sévaré-Mopti (12 km, RN6) et ses travaux de voiries (5 km à Mopti, 5 km à Sévaré), ainsi que la construction de la voie de contournement (14,5 km) de l'aéroport de Mopti Ambodédjo.

Inauguration de la 1^{ère} usine de transformation de karité du pays

L'entreprise malienne Mali Shi a inauguré le 11 mars son usine de transformation de karité à Sénou, au sud-est de Bamako. D'une capacité de production de 14 K tonnes de beurre de karité par an, l'usine créera 128 emplois directs et s'approvisionnera en noix dans les régions de Sikasso, Ségou, Kayes et Koulikoro, auprès de 120 000 collectrices. Il s'agit de la première unité industrielle du pays dans le secteur. Le projet a été appuyé par [un prêt de 2,5 M EUR de la Banque mondiale](#) et un financement de 870 K EUR de la structure d'investissement d'Endavour Mining [ECODEV](#), accompagnée par [l'entreprise française ClassM](#), qui détient 35% du capital. Pour rappel, le Mali est le 2^{ème} fournisseur mondial d'amandes de karité derrière le Nigéria, assurant environ 20% des approvisionnements mondiaux, mais souffre d'une production volatile comprise en 50 et 200 K tonnes par an. Le secteur emploie plus d'un million de producteurs en zones rurales – en majorité des femmes, dans les activités de collecte.

🌐 Mauritanie

13 personnes poursuivies dans le cadre de l'enquête parlementaire sur la « décennie Aziz »

Dans un communiqué officiel publié par le ministère public le 11 mars 2021, le pôle anti-corruption du parquet a décidé de poursuivre treize suspects, parmi lesquels l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz, suite à des informations transmises par la Direction centrale de lutte contre la criminalité économique. Les faits reprochés vont de la dissipation de biens publics, à l'octroi d'avantages indus dans des marchés publics ou encore au trafic d'influence. Le pôle anti-corruption a annoncé également le gel de biens acquis illégalement d'une valeur estimée sommairement à plus 4,1 Mds MRU (95 M EUR).

L'office national des statistiques pointe la hausse des prix des denrées alimentaires

Selon [l'Office national des statistiques](#) (ONS), le taux d'inflation se situe à +2,2% en g.a. en janvier 2021 et à +0,4% par rapport au mois précédent. La hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,7% en g.a et +0,5% en variation mensuelle) explique essentiellement ce niveau d'inflation. Par ailleurs, lors du [Conseil des ministres du 3 mars 2021](#), le gouvernement a décidé, entre autres, de subventionner les prix des denrées de base au profit des ménages les plus pauvres lors du mois de Ramadan.

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel lance un appel pour l'acquisition de deux licences

[La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a lancé un appel pour l'acquisition de 2 nouvelles licences](#): une pour la radio, l'autre pour une chaîne de télévision. Le retrait des dossiers de candidatures court jusqu'au 31 mars 2021 moyennant le paiement de 50 000 MRU (1 161 EUR) pour la télévision et 30 000 EUR (697 EUR)

pour la radio. La date limite de dépôt des dossiers de candidatures est fixée au 31 mars 2021 à 12 heures.

🌐 Niger

Lancement de plusieurs projets du MCC pour la restauration de 70 000 hectares de terres agricoles

La mise en œuvre de [plusieurs projets de restauration et de préservation des terres](#) dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry, a été lancée le 2 mars 2021 par la Millenium Challenge Corporation (MCC). Ceux-ci visent à remettre en état 70 000 hectares de terres actuellement dégradés. Pour rappel, [le Niger bénéficie d'un programme Compact depuis 2016](#) avec le MCC, financé à hauteur de 437 M USD par les Etats-Unis. Celui-ci a pour principal objectif d'augmenter les revenus des populations rurales en améliorant l'utilisation durable des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le commerce et l'accès au marché pour ces produits.

Marquage des produits pétroliers pour lutter contre la fraude

Le gouvernement a adopté le 5 mars [en Conseil des ministres, un projet de décret instituant le marquage des produits pétroliers sur le territoire nigérien](#). L'objectif est de limiter les pertes de recettes engendrées notamment par la contrebande. Pour rappel, avec la construction du pipeline Niger-Bénin prévue pour 2022, le pays ambitionne de porter sa production de pétrole de 20000 barils/jour actuellement à 100000 barils/jour.

🌐 Sénégal

Réorientation budgétaire en faveur de la jeunesse en réponse aux manifestations populaires

Face aux violences notées dans le pays ces derniers jours, suite à l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko, le [Président Macky Sall a annoncé, lors de son discours du 8 mars 2021](#), une réorientation budgétaire pour tenir compte des préoccupations des jeunes en termes d'emploi, de formation, de financements de projets et de soutien à l'entrepreneuriat et au secteur informel. Lors du [Conseil des ministres du 10 mars 2021](#), le Président a annoncé la mise en œuvre du programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-professionnelle des jeunes sur la période 2021-2023, d'un montant minimum de 350 Mds FCFA (533,6 M EUR), à raison de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) pour l'année 2021, puis 100 Mds FCFA (152,4 M EUR) pour 2022 et 2023. Le secteur privé est invité à développer une initiative complémentaire de soutien à l'emploi et à l'insertion professionnelle des jeunes à l'image de la Convention « Etat-Employeurs ». Pour permettre la reprise des activités productives et aider au retour progressif à une vie normale dans les régions de Dakar et Thiès qui concentrent l'essentiel des activités économiques du pays, le couvre-feu en vigueur sera allégé et l'état de catastrophe sanitaire prendra fin le 19 mars 2021 à minuit.

Le taux de croissance 2020 estimé à 1,5%, selon les autorités

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a annoncé, en [Conseil des ministres du 10 mars 2021](#), que le taux de croissance pour l'année 2020 est arrêté à 1,5%, contre -0,7% initialement prévu dans le PAP 2A. Cette performance aurait été atteinte grâce à la maîtrise de l'évolution de la pandémie de la Covid-19, la mise en œuvre des mesures de soutien à l'économie et la reprise graduelle de l'activité au cours du second semestre de l'année 2020.

🌐 Togo

70 M USD de la Banque mondiale pour soutenir la protection sociale

Le 11 mars, [la Banque mondiale a approuvé un financement de 70 M USD](#) de l'Association internationale de développement (IDA) pour aider le Togo à poser les bases de la Couverture sanitaire universelle (CSU), qui vise à développer l'accès des populations aux services de santé de qualité. Ce financement permettra notamment la construction et l'équipement de centres médicaux et hospitaliers.

Le trafic de conteneurs du port de Lomé en hausse de 13% en 2020

[Le trafic de conteneurs du Port autonome de Lomé \(PAL\)](#), qui s'était déjà établi à un niveau record de 1,5 M Equivalents vingt pieds (EVP) en 2019, s'est accru de près de 13% en 2020 en glissement annuel, selon les autorités portuaires. Cette annonce est intervenue à l'occasion de la cérémonie de lancement de [la dématérialisation des procédures d'enlèvement des marchandises](#), qui permet désormais le paiement en ligne de toutes les factures. Ce nouvel outil vise à réduire le temps de passage des marchandises et améliorer ainsi le climat des affaires du Togo. Pour rappel, le PAL est opérée par le groupe français Bolloré (Togo Terminal) et LCT (Lomé Container Terminal, résultat d'une joint-venture entre China Merchants Group et Terminal Investment Limited). Il était [le 1^{er} port à conteneurs d'Afrique de l'Ouest](#) et 5^{ème} africain en 2019.

La plateforme industrielle d'Adetikope accueillera une usine de transformation de bois et une raffinerie d'huile de soja

La plateforme industrielle d'Adetikopé a officialisé la semaine passée [la signature de deux contrats](#) avec (i) la société Togo wood industries, spécialisée dans la transformation de bois, et (ii) Togo Agro Resources, une entreprise de transformation du soja sous forme d'huile

comestible. Pour rappel, la future zone industrielle est développée par le groupe singapourien Olam, à travers sa filiale Arise IIP, pour un coût total de 130 Mds FCFA (198 M EUR). Cette annonce intervient alors [qu'un séminaire gouvernemental sur le projet s'est tenu le 3 mars](#). Pour rappel, le gouvernement espère générer plus de 35 000 emplois grâce à cette nouvelle plateforme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international